

# RECENSION CRITIQUE

Lauréat Prix Lucien Poirier

**Tarja Cronberg, The Security of Nuclear Weapon-Free Zones : The Middle East as a Test Case for Unconditional Security Assurances, *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*, 5:1, pp. 45-60, par Louis Khatchadourian, février 2024.**

## Résumé

De la volonté d'une pacification du Moyen-Orient émane la question du nucléaire qui suppose une réflexion sur la non-prolifération. Dans cet article, Tarja Cronberg met en lumière la nécessité des garanties négatives de sécurité et d'une zone exempte d'armes nucléaires. Cette analyse se double d'une critique à l'égard de l'immobilisme des puissances dotées et prône de fonder la sécurité moyen-orientale sous l'égide du droit international.

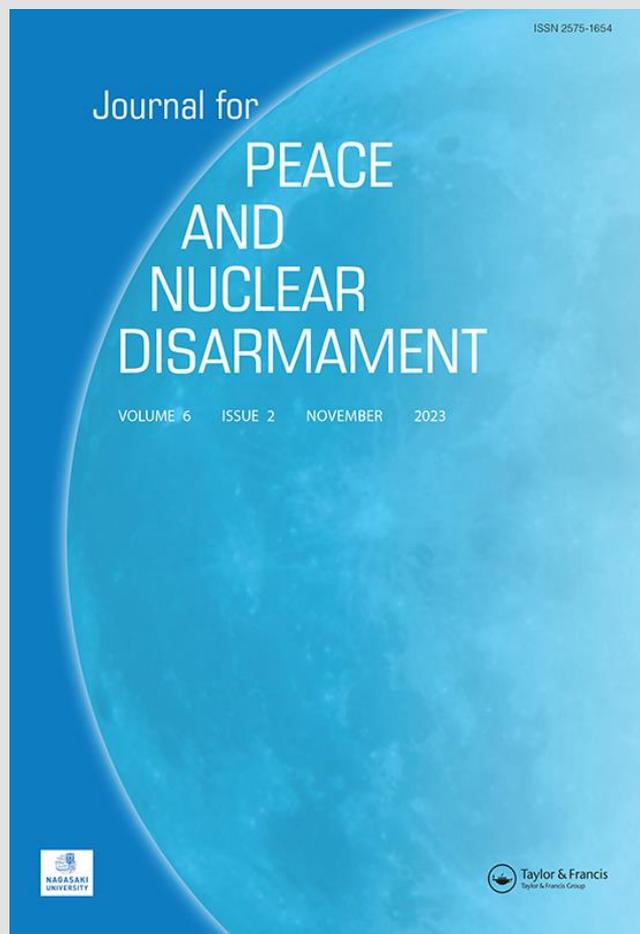
## Abstract

The desire for peace in the Middle East has given rise to the nuclear issue, which in turn requires reflection on non-proliferation. In this article, Tarja Cronberg highlights the need for negative security guarantees and a nuclear-weapon-free zone. This analysis includes a critique of the immobilism of the nuclear weapons states, and advocates basing Middle Eastern security under the aegis of international law.

## A propos de l'auteur

**Louis Khatchadourian** est étudiant en master 2 Francophonie, Stratégies et Relations Internationales.

[louis.khatchadourian@univ-lyon3.fr](mailto:louis.khatchadourian@univ-lyon3.fr)



## Des garanties négatives de sécurité à la constitution d'une ZEAN : le Moyen-Orient face à la prolifération nucléaire

En 2011, Ariel Eli Levite, ancien directeur général adjoint de la Commission israélienne de l'énergie atomique, écrit : « *l'arrivée de débutants nucléaires et l'état d'immaturité des relations nucléaires actuelles risquent de porter atteinte à la stabilité régionale (NDLR du Moyen-Orient), et l'implication d'acteurs supplémentaires extrarégionaux [...] rendrait la situation autrement plus complexe* ». <sup>1</sup> Si la perspective de l'émergence d'une prolifération nucléaire sur la scène moyen-orientale fait en effet craindre une surenchère dramatique des relations d'ores et déjà conflictuelles entre Etats de la région, il semble cependant approprié de saisir l'absence d'initiatives réelles d'élaboration d'une pacification solide et durable d'un espace gangrené par les guerres.

Les travaux de Tarja Cronberg démontrent l'immobilisme des acteurs régionaux et mondiaux pour s'accorder sur l'éventuelle institution d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Chercheuse membre à l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), Cronberg reprend la vision de Thomas Graham spécifiant « *que le phénomène des zones exemptes d'armes nucléaires [...] pourrait être une alternative* » <sup>2</sup> afin de progresser vers le désarmement nucléaire. L'ancienne parlementaire européenne perçoit deux freins structurels à ce processus ; premièrement, le manque cruel de garanties crédibles pour ces dites zones de ne pas être frappées par des armes atomiques dans la mesure où tous les membres du P5 n'ont pas ratifié les traités établissant ces assurances sécuritaires. Elle relève ainsi la complexité pour les Etats dotés d'affirmer la non-utilisation en tout point de l'arme nucléaire à l'encontre des pays d'une ZEAN ce qui

implique alors un net sacrifice sur l'ambiguïté entretenue nécessaire à la bonne conduite d'une dissuasion nucléaire. <sup>3</sup> Deuxièmement, non des moindres, la laborieuse édification d'une zone sans armes nucléaires lorsque l'un des pays de la zone se trouve être un Etat doté.

Divisant son article en deux grands axes, Cronberg étudie dans un premier temps les garanties négatives de sécurité accordées aux pays membres d'une ZEAN puis dans un second temps une analyse approfondie des garanties de sécurité en matière nucléaire vis-à-vis du Moyen-Orient illustrée par la problématique suivante : « *les garanties de sécurité pourraient-elles, si elles sont juridiquement contraignantes et inconditionnelles, être un moyen de garantir la sécurité nucléaire des Etats du Moyen-Orient pendant une période intérimaire de renforcement de la confiance et d'ouvrir la voie à une véritable zone exempte d'armes nucléaires ?* ». <sup>4</sup>

Après avoir rappelé les omissions du TNP sur l'établissement de garanties négatives de sécurité de la part du P5 et avoir battu en brèche les politiques nucléaires spécifiques aux pays ayant la bombe, Cronberg s'attèle à démontrer les succès des zones exemptes d'armes nucléaires en nous remémorant la détermination des 118 membres répartis dans les cinq ZEAN à l'échelle mondiale de « *ne pas fabriquer, acquérir, tester ou posséder d'armes nucléaires et d'interdire le développement, le stationnement ou les tests d'armes nucléaires dans leurs régions respectives* ». <sup>5</sup> Cependant, l'ancienne ministre du travail n'oublie pas de mettre en cause la réticence flagrante des pays du P5, les Etats-Unis principalement, de signer et ratifier les traités relatifs aux différentes zones. Seul le Traité de Tlatelolco propre à l'institution d'une ZEAN en Amérique latine fait exception. Qui plus est, les puissances nucléaires ne sont pas liées par des accords internationaux et leur signature à

<sup>1</sup> Ariel. E Levite, *Une guerre nucléaire aura-t-elle lieu au Moyen-Orient ?* Dans « *Les armes nucléaires ont-elles un avenir ?* » Odile Jacob, 2011, pp. 25-39.

<sup>2</sup> Thomas Graham Jr, *The Alternate Route*, Oregon State University Press, 2017.

<sup>3</sup> Tarja Cronberg, *The Security of Nuclear Weapon-Free Zones : The Middle East as a Test Case for Unconditional Security Assurances*, *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*, 5:1, pp. 45-60.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

quelconque traité s'avère davantage le reflet d'une intention plus que d'une restriction juridique. Tarja Cronberg se demande alors s'il est possible que « *les Etats non-nucléaires puissent obtenir collectivement les garanties nécessaires* ». <sup>6</sup>

Demeurant lucide, elle conçoit que la diversité des acteurs et la variation de leurs intérêts respectifs s'érigent tels des obstacles rédhibitoires quant à une émulation collective sur cette thématique. Ayant travaillé sur le dossier du nucléaire iranien dans les années 2010, Cronberg cherche à cerner les conditions d'une réduction drastique des tensions et de l'ouverture d'un dialogue pérenne au Moyen-Orient. Constatant le risque d'une prolifération nucléaire dans un espace géographique agité par une ambiance géopolitique éruptive, elle relève deux éléments essentiels. Tout d'abord, un bref historique des frêles tentatives de mise en place d'une paix dans la région, parasitée par le P5 qui dans le cadre du TNP, et ce, même après 1995, n'a pas été dans le sens d'une acceptation de garanties de sécurité inconditionnelles et institutionnalisées. Bien plus encore, le cas d'Israël représente l'une des entraves, si ce n'est la plus importante, à la consécration du Moyen-Orient comme une zone exempte d'armes nucléaires. Israël n'étant pas signataire du TNP, il n'y a donc pas « *d'obligation de signer les protocoles additionnels des traités de la zone régionale* ». <sup>7</sup> Le fait qu'Israël dispose d'une force conventionnelle importante à l'échelle du continent et qu'elle tisse de nouvelles relations, bien plus amicales avec les pays arabes, tend à générer davantage l'esprit d'une future pacification éventuelle de l'espace moyen-oriental. Il convient néanmoins selon Cronberg de placer la construction d'une sécurité régionale sous l'égide du droit international et du bon-vouloir de chacun des protagonistes des scènes moyen-orientale et mondiale. Les mots de la chercheuse expliquant que « *la création d'une zone régionale exempte d'armes nucléaires est un processus de*

*renforcement de la confiance qui doit être testé dans une situation où les relations entre les Etats membres potentiels sont en train de changer* » <sup>8</sup> résumant en définitive l'esprit de l'article.

Il ne peut y avoir de paix sans concertation ni dialogue. Plus encore, les Etats dotés demeurant rigides quant à l'abandon partiel de l'ambiguïté stratégique essentielle à la dissuasion nucléaire, Cronberg insiste sur l'instauration d'un cadre juridique supranational à l'échelle du globe afin qu'au Moyen-Orient, les garanties de sécurité aux membres d'une ZEAN « *améliorent la sûreté de ces Etats et offrent un régime de sécurité équitable aux Etats qui abolissent les armes nucléaires* ». <sup>9</sup>

Si la spécialiste finlandaise démontre l'inéluctabilité de la recherche d'un processus de paix efficace pour le monde arabo-persan, il convient cependant de tempérer l'unilatéralité des réponses apportées à cette thématique. Outre l'élaboration d'une ZEAN, les théories de Kenneth Waltz ou de Lucien Poirier sur la vertu rationalisante de l'atome nourrissent la tendance d'une stabilisation des relations au Moyen-Orient par l'acquisition de la bombe par l'Iran. <sup>10</sup> La constitution d'une dyade nucléaire Israël-Iran s'avèrerait en réalité une alternative peu pertinente car l'Arabie Saoudite et la Turquie entreraient certainement dans la danse et le risque que suppose une théologie nucléaire iranienne écarte pour le moment cette hypothèse. Il semble néanmoins intéressant d'explorer la pluralité de perceptions et de solutions quant à l'établissement d'une paix sur le continent. Tarja Cronberg décèle avec précision l'enlisement des négociations régionales et internationales sur les garanties négatives de sécurité et le projet d'une zone exempte d'armes nucléaires au point mort depuis plusieurs décennies. Cependant, en s'appuyant sur la multitude de traités régionaux de ZEAN d'ores et déjà établis afin d'en démontrer le succès et la paix qui en découlent, elle dresse un étonnant parallèle. En effet, il paraît inapproprié de faire référence au

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

Traité de Tlatelolco pour l'ancrer dans une comparaison avec la situation moyen-orientale. Ce traité demeure un succès parce qu'il s'applique spécifiquement à l'Amérique latine, il semble difficilement s'apparenter à un argument de force ni encore moins être transposable à une région portant le fardeau d'être le théâtre malheureux d'affrontements militaires, politiques, idéologiques et religieux. C'est la persistance des tensions qui entrave l'acceptation par tous les acteurs d'un processus de réunion et de conseils en faveur d'une pacification propice au continent. Par ailleurs, il semble indispensable de considérer une dimension fondamentale légèrement mise de côté par l'auteur : la spécificité iranienne. En effet, Cronberg démontre sans équivoque l'obstacle qu'incarne Israël à la fois pour l'arsenal nucléaire qu'il est le seul à disposer dans la région, sa non-adhésion au TNP et son exigence singulière de l'instauration d'un processus de paix durable avant d'abolir son stock d'armes. De plus, l'on peut supposer que les autorités israéliennes mobilisent ce dernier point, moins dans l'optique de prétendre se priver d'une garantie de survie essentielle à l'Etat d'Israël, que par la certitude qu'un assainissement des relations et un apaisement au Moyen-Orient ne s'inscrivent pas dans un avenir proche, Cronberg rappelant que faisant fi des armements nucléaires de la région, c'est bien l'Etat hébreu qui conserve une longueur d'avance en matière conventionnelle.<sup>11</sup>

Au même titre qu'Israël s'est doté de la bombe en raison d'un isolement diplomatique dans la région, vis-à-vis des coalitions arabes notamment, l'Iran emprunte un chemin semblable. Ayant fait d'Israël son ennemi juré, l'Iran, par son antiaméricanisme et sa théologie chiite, souffre d'un isolement dans une variété de secteurs. Encerclé par une multitude d'adversaires et de menaces, le régime iranien perçoit en la dotation nucléaire la clé pour la survie du pays ainsi que du régime islamique. Ainsi, l'existence d'une double

dimension dans le désir d'accession à l'arme atomique pour le pouvoir iranien perturbe davantage les conditions d'une paix au Moyen-Orient. La composante externe relative à la diplomatie place le régime dans une situation de recroquevillement systématique associé à une confrontation brutale basée sur le financement de groupes terroristes fragilisant ses voisins et une rhétorique provocatrice antioccidentale. Dans cette mesure, la bombe est l'instrument inévitable pour la protection de l'intégrité territoriale de l'Etat ainsi que pour l'accession à un statut de première puissance du monde arabo-persan et asseoir son hégémonie. La composante interne, à l'inverse, s'appuie sur la consolidation perpétuelle de l'assise du régime dans la structure politique du pays et sur la population. Autre variable indispensable à la bonne compréhension de l'infaisabilité d'une ZEAN dans la région demeure le lien permanent qui existe entre constantes internes et externes, à savoir la propension avec laquelle un régime autocratique et brutal insufflé à sa diplomatie le même schéma.

Plus encore, bien que cela ne soit pas mentionné dans l'article, l'importance des régimes et l'inclinaison de leurs politiques étrangères respectives sont intimement liées comme l'a montré Raymond Aron.<sup>12</sup> Le régime islamique iranien procède à une répression interne qui implique le déploiement d'une diplomatie déviante, violente, et perturbatrice alors de la paix. Il semble inéluctable de consacrer une certaine analyse à une psychologie des acteurs en relations internationales. Tarja Cronberg ne le mentionne pas mais l'ampleur qu'institue le sentiment d'humiliation dans le champ des relations internationales ne peut pas être délaissée. En effet, certains acteurs étatiques moyen-orientaux sont en partie guidés par ce ressenti. Il y aurait un sentiment d'humiliation propre au Moyen-Orient cristallisant un esprit de revanche et ainsi fragiliserait à la fois la confiance entre les pays de la zone et la confiance entre les Etats du Moyen-Orient et ceux du P5 par

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> Stanley HOFFMANN, *Raymond Aron et la théorie des relations internationales*, Politique étrangère, 2006, pp. 723-734.

exemple.<sup>13</sup> « *Il n'y a pas de maladie qui soit pire et plus grave que ce sentiment de soumission* » affirmait l'Ayatollah Khamenei. Ainsi, la simple « *perception d'une humiliation provoque très rapidement, une volonté et même un besoin de résister* ». <sup>14</sup> Le politiste Bertrand Badie a par ailleurs théorisé diverses réactions éventuelles à l'humiliation, allant du revanchisme à la diplomatie contestataire en passant par le souverainisme.<sup>15</sup> En définitive, l'ensemble des facteurs à disposition démontre que l'Iran a en grande partie les clés de résolution de cette question de prolifération nucléaire au Moyen-Orient. Mais conserver le statu quo est-il bénéfique au régime, qui plus est, lorsque son ennemi désigné possède une arme de destruction massive qu'il n'a pas ? Rien n'est moins sûr.

Outre le problème du nucléaire iranien, il faut souligner le judicieux mot d'ordre que Tarja Cronberg livre sur la complexité du règlement de la prolifération nucléaire sur le continent. La confiance entre les acteurs constitue la clé de voûte pour la progressive pacification de la région. Or, est-il seulement possible de faire confiance aux membres du P5 ? Hormis concernant l'institution d'une ZEAN en Amérique du Sud où chacun des Etats du P5 a signé le traité, les autres n'ont pas reçu l'aval des Etats-Unis.<sup>16</sup> Dans la mesure où la signature de ces traités n'est pas suffisamment restrictive sur le plan du droit international, l'absence même de la signature américaine notamment couplée aux garanties évasives

ponctuées de positions discursives inquiétantes ne permet pas l'établissement d'une confiance nécessaire à toute tentative d'instauration d'une paix durable. Les USA comme la Russie ayant bravé de nombreuses fois le droit international, comment des acteurs comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran peuvent garantir leur sécurité alors que ceux à qui ils sont censés faire confiance sont régulièrement des acteurs avec lesquels ils partagent des griefs. En définitive, bien que d'aucuns puissent qualifier l'approche de Tarja Cronberg comme celle d'un idéalisme misant sur la puissance supposée d'organisations supranationales pour régir les relations interétatiques et permettre la paix, il semble indispensable de reconnaître sa persévérance pour la recherche de solutions pérennes dans lesquelles une variété de protagonistes ont l'opportunité de mettre leur pierre à l'édifice de la paix dans une région ayant trop souvent subi la désolation et la mort. A l'aune de ses travaux, il est certain que les efforts de Cronberg nous obligent à la réflexion quant à la quête d'une pacification du Moyen-Orient, vitale pour des millions d'individus pris dans le jeu de l'accroissement des tensions géopolitiques. De ce contexte mouvementé, favorable à l'apparition de mécanismes de radicalisation tous azimuts de la part des acteurs moyen-orientaux, il est nécessaire de prendre promptement des dispositions pour un dialogue constructif afin d'éviter un point de non-retour et une escalade fatale. « *Tant que le malade a un souffle, il y a de l'espoir* ». <sup>17</sup>

<sup>13</sup> Marie Durrieu, *Du conflit israélo-palestinien au nucléaire iranien : l'humiliation, la variable oubliée des négociations*, Paris, L'Harmattan, 2021.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Bertrand Badie, *Le Temps des humiliés : pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2019.

<sup>16</sup> Tarja Cronberg, *op. cit.*

<sup>17</sup> Erasme, « *Aegroto dum anima est, spes est* », Adages, 2.4.12.